



BUREAU COMMUNAUTAIRE

2 FEVRIER 2023

DECISION N° 2023-004-DB

Le deux février deux mille vingt-trois à 19 heures, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le vingt-six janvier deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION (de 004 à 025), Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Laurent NIVELLE (de 001 à 015), Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT (de 001 à 017), Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN (de 001 à 006), Jacky MARCHAND, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLE, Didier GUILLAUME (de 001 à 016), Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL (de 002 à 025), Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Marc BONNIN, Christian RUAAULT, Astrid LELIEVRE, Alain BOURDIN, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILLAT, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Sylvie BEILLARD

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Jérôme HARRAULT à Guy BERTIN, Marc BONNIN à Gérard POLICE, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Didier ROUSSEAU à Éric MOUSSERION, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON à Jean-Pierre ANTOINE, Alain BOISSONNOT à Christian GALLE, Sylvie BEILLARD à Éric TOURON, Sophie TUBIANA à Rodolphe MIRANDE (de 004 à 025), Laurent NIVELLE à Béatrice BERTRAND (de 016 à 025)

Secrétaire de séance : Éric TOURON

	DB 001	DB 002 à 003	DB 004 à 006	DB 007 à 015	DB 016	DB 017	DB 018 à 025
Membres en exercice	51	51	51	51	51	51	51
Quorum	26	26	26	26	26	26	26
Présents	32	33	33	32	31	30	29
Absents - Excusés	19	18	19	20	21	22	23
Pouvoirs	8	8	9	9	10	10	10
Votants	40	41	41	41	41	40	39

TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA PISCINE DE GENNES-VAL-DE-LOIRE - APPROBATION DU PROGRAMME, DU PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL ET AUTORISATION DE SOLLICITER DES FINANCEMENTS

L'équipement aquatique, ouvert en 1970, est situé dans un cadre exceptionnel au bord de Loire. Il est de construction traditionnelle (gros-œuvre en béton armé et second-œuvre en carrelage). Les bassins, sportif (25 x 12,50 m) et d'apprentissage (12,50 x 6 m), offrent une prestation sportive et pédagogique. Le toboggan mono piste apporte une touche ludique. Une pataugeoire est présente sur le site. Elle a été mise hors service.

Depuis plusieurs années l'équipement montre des signes de vétusté. L'étanchéité a dû être réparée plusieurs fois, les équipements de filtration ne sont plus performants.

Le bâtiment « vestiaire » ne permet plus d'offrir une prestation satisfaisante (manque de place, d'équipements sanitaires, ...).

Pour toutes ces raisons, une étude de faisabilité a été initiée en 2021, avec en conclusion qu'une réhabilitation du site doit être réalisée.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Accusé de réception en préfecture
049-200071876 et 049-200071877
Date de télétransmission : 13/02/2023
Date de réception préfecture : 13/02/2023

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président du Bureau ne peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Considérant que le programme « Travaux de réhabilitation de la piscine de Gennes-Val-de-Loire » peut faire l'objet d'une demande de subvention dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) 2023 ;

Considérant le plan de financement prévisionnel HT de cette opération, lequel s'articule comme suit :

DEPENSES	Montant H.T.	RESSOURCES	Montant	%
Travaux	1 683 840,00	DSIL	1 782 823,20	80 %
Honoraires	235 455,00			
Etudes (CT, SPS, ...)	91 154,00			
Divers	218 080,00	Autofinancement	445 705,80	20 %
TOTAL	2 228 529,00	TOTAL	2 228 529,00	100 %

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le programme de « Travaux de réhabilitation de la piscine de Gennes-Val-de-Loire »
- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel,
- **DE SOLLICITER** une subvention d'un montant de 1 782 823,20 € (soit 80% du montant total de l'opération) auprès de l'État au titre de la DSIL 2023,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à solliciter toute subvention auprès d'autres organismes,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à effectuer toute démarche et signer tout document afférent à cette opération.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 41

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »